

République Française  
**VILLE DU HAVRE**

**ARRETE DU MAIRE**

**ARRT- N° 2025 0921 DIRECTION SECURITE, STATIONNEMENT, COMMERCE - SERVICE PROTECTION CIVILE URBAINE - DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE, D'AMENAGER OU DE MODIFIER UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC - MAISON DES FEMMES - 42 COURS DE LA REPUBLIQUE - 76600 LE HAVRE - TRAVAUX EXEMPTES DE PERMIS DE CONSTRUIRE - AUTORISATION.-**

**Le maire du Havre,**

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 91-663 du 13 juillet 1991 portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

VU l'arrêté modifié du ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie ;

VU l'arrêté modifié du préfet de Haute-Normandie du 17 février 1997 portant création d'une commission communale d'accessibilité pour la Ville du Havre ;

VU l'arrêté du préfet de Seine-Maritime du 1<sup>er</sup> juin 2011 portant création d'une commission communale de sécurité pour la Ville du Havre ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2024 modifié portant attribution, composition et fonctionnement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2024 portant attribution, composition et fonctionnement des commissions communales pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

de ROUEN, Le HAVRE, DIEPPE, FÉCAMP, Le PETIT-QUEVILLY, Le GRAND-QUEVILLY, SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY, SOTTEVILLE-LES-ROUEN ;

VU l'arrêté municipal n° 20235804 du 07 décembre 2023 portant délégation de fonctions et de signature aux adjoints au maire ;

### CONSIDERANT

- la demande d'autorisation n° 076 351 25 AT 005 présentée le 17/01/25 par Monsieur Pascal VITTECOQ pour la réalisation de travaux sur l'établissement MAISON DES FEMMES sis 42 cours de la République ;
- que ces travaux consistent à la création d'une maison des femmes ;
- l'avis favorable à la réalisation des travaux de la commission communale d'accessibilité en date du 24/02/25 ;
- le rapport d'étude en sécurité incendie du service Protection Civile Urbaine en date du 05/02/25 ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : l'autorisation de travaux est ACCORDEE pour le projet décrit dans la demande d'autorisation susvisée.

Les prescriptions figurant dans le procès-verbal de la commission communale d'accessibilité annexé seront obligatoirement respectées.

Les prescriptions figurant dans le rapport d'étude en sécurité incendie du service Protection Civile Urbaine annexé seront obligatoirement respectées.

**Article 2** : les dispositions de l'arrêté du 28 juin 1980 « portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public » modifié devront être respectées, et en particulier les dispositions de l'article GN 13 en vertu desquelles « l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou apporteraient une gêne à son évacuation » devront être respectées.

**Article 3** : la présente autorisation, donnée au titre de la sécurité incendie et de l'accessibilité aux personnes handicapées, ne dispense en aucun cas le demandeur de l'obtention des diverses autres autorisations administratives auxquelles les travaux pourraient être soumis.

**Article 4** : le présent arrêté sera notifié au demandeur.

**Article 5** : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : le maire de la Ville du Havre et le commissaire divisionnaire, chef du District de sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En l'hôtel de Ville du Havre, le

07 MAR. 2025

Le maire,  
et par délégation

Florence THIBAUD  
Adjointe au maire



ACTE EXECUTOIRE

Reçu en sous-préfecture le 07 MAR. 2025

Publié le 07 MAR. 2025 au 24 MAR. 2025





**COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE DE LA VILLE DU HAVRE  
PROCES-VERBAL D'ETUDE DE PROJET D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

**Dossier n°- 5W95**

**Nom : MAISON DES FEMMES**

**Destination des locaux : ACTIVITE DE SERVICE**

**Adresse : 42 COURS DE LA REPUBLIQUE 76600 LE HAVRE**

**Nom de l'exploitant : Monsieur Pascal VITTECOQ**

**AT n° 076 351 25 AT 005**

**Date de la réunion : le 27/02/2025 à 14h00**

**MEMBRES PRESENTS :**

Monsieur TOUILIN	Conseiller municipal
Madame PFISTER	Association Louis Delamare
Monsieur TESSERAU	Association LH Transfaire
Madame DUBOIS	Association AFM
Monsieur HENRY	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Madame BUREL	Ville du Havre Direction Sécurité Municipale Service Protection Civile Urbaine

**ASSISTAIENT EGALEMENT A LA COMMISSION :**

Madame PAILLES Madame SY	Ville du Havre Direction Sécurité Municipale Service Protection Civile Urbaine
Monsieur LALLEMAND	Association Louis Delamare
Monsieur CALOT	Association APHPP

**TEXTES DE REFERENCE :**

- Loi n° 2005-102, du 11 février 2005 ;
- Arrêté du 20 avril 2017 ;
- Arrêté du 8 décembre 2014 ;
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

**DESCRIPTIF DU PROJET :**

- création d'une maison des femmes

**PRESCRIPTION :**

L'examen des plans et de la notice d'accessibilité appelle les remarques suivantes (article R 111.19.1 du Code de la Construction et de l'Habitation) :

- Se conformer aux plans d'aménagement et aux engagements figurant dans la notice d'accessibilité.

**AVIS :**

La Commission Communale d'Accessibilité a procédé à l'examen du dossier de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public n°076 351 25 AT 005 de l'établissement MAISON DES FEMMES, le 27/02/2025.

Les prescriptions figurant dans ce procès-verbal devront être suivies d'effet.

En conclusion, la Commission Communale d'Accessibilité du Havre émet un **AVIS FAVORABLE** ou **AVIS DEFAVORABLE** au projet présenté.

Pour le Maire,  
Le Président de la Commission Communale d'Accessibilité,



Philippe TOUILIN,  
Conseiller Municipal





**DIRECTION SECURITE, STATIONNEMENT,  
COMMERCE**

Service Protection Civile Urbaine

**SECURITE INCENDIE  
RAPPORT D'ETUDE  
DU 05/02/2025**

<b>N° d'autorisation :</b>	<b>076 351 25 AT 005</b>
<b>Commune :</b>	LE HAVRE
<b>Demandeur :</b>	Groupe Hospitalier du Havre Pascal VITTECOQ 55 bis rue Gustave Flaubert 76600 LE HAVRE
<b>Nom de l'établissement :</b>	MAISON DES FEMMES
<b>Classement :</b>	Type W de 5 <sup>ème</sup> catégorie
<b>Adresse des travaux :</b>	42 COURS DE LA REPUBLIQUE 76600 LE HAVRE
<b>Travaux :</b>	création d'une maison des femmes

**DESCRIPTIF :**

L'établissement occupera 3 plateaux du R+1 au R+3 d'un immeuble à 6 étages sur RDC (bureaux code du travail CPAM du R+4 au R+6). Chaque plateau aura une superficie d'environ 280 m<sup>2</sup> et comprendra :

*Au 3<sup>ème</sup> étage :*

- ✓ Deux salles d'attentes ;
- ✓ Des bureaux ;
- ✓ Une salle de prélèvement et archives ;
- ✓ Une salle « Estime de soi » ;
- ✓ Des sanitaires.

*Au 2<sup>ème</sup> étage :*

- ✓ Une salle de repos ;
- ✓ Une salle d'attente ;
- ✓ Des bureaux ;
- ✓ Des salles de consultations et d'examen ;
- ✓ Des locaux de rangement ;
- ✓ Des sanitaires.

*Au 1<sup>er</sup> étage :*

- ✓ Des locaux pour le personnel ;
- ✓ Un local d'activité « Estime de soi »
- ✓ Des bureaux ;
- ✓ Une salle de réunion pour le personnel ;
- ✓ Des locaux de rangement ;
- ✓ Des sanitaires.

### **EFFECTIFS ET DEGAGEMENTS :**

Niveau	Local	Mode de calcul	Public	Personnel	Effectif	Dégagements exigibles	Dégagements réalisés
3 <sup>ème</sup> étage	Bureaux	Déclaratif	18	18	36	1 dégagement de 2 UP	2 dégagements totalisant 4 UP
2 <sup>ème</sup> étage			13	7	20	1 dégagement de 2 UP	2 dégagements totalisant 4 UP
1 <sup>er</sup> étage			17	35	52	1 dégagement de 2 UP	2 dégagements totalisant 4 UP
Total			48	60	108	1 dégagement de 2 UP + 1 dégagement de 1 UP	2 dégagements totalisant 4 UP

**L'escalier extérieur de 2 UP est le dégagement principal, l'escalier encloisonné de 2 UP (commun à la CPAM) sera considéré comme dégagement accessoire.**

### **COMMENTAIRE :**

Le pétitionnaire devra se conformer à la notice de sécurité jointe à son dossier et respecter, au minimum, les prescriptions ci-après.

### **PRESCRIPTIONS :**

1. Se conformer à l'arrêté du 22 juin 1990 ;
2. Acter l'utilisation du dégagement accessoire via un avenant annexé à la Convention d'hébergement de la Maison des Femmes (escalier extérieur : dégagement principal et escalier intérieur : dégagement accessoire) (Art. PE11 §4) ;
3. Désigner un RUS (Responsable Unique de Sécurité) pour le suivi des installations techniques communes. (Art. R. 123-1 du CCH) ;
4. Former le personnel au maniement des moyens de secours contre l'incendie (extincteurs) ;
5. Faire vérifier à l'ouverture et périodiquement en cours d'exploitation par des techniciens compétents, les installations techniques (Art. PE 4§2) :
  - ✓ Les installations électriques ;
  - ✓ L'alarme ;
  - ✓ Les extincteurs ;
  - ✓ Le chauffage ;
  - ✓ L'installation gaz.



## DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

(Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie

Arrêté préfectoral n°2022-04-28-01 du 28 avril 2022)

### Analyse du risque

Type d'ERP	Surface de référence	Locaux retenus	Qualification du risque	Observation(s)
W	280	Superficie d'un plateau	Ordinaire	/

### Besoin en eau exigible

Débit de référence	Durée d'extinction	Volume équivalent	Distance de référence
60 m³/h	2 heures	120 m³	200 mètres

### Défense extérieure contre l'incendie existante

Points d'eau	Adresse / Eloignement	Débit ou volume équivalent	Observation
BI 3304	Rue Turgot Magellan angle cours de la République 20 mètres	180 m³/h à 2 bars	Conforme Contrôle par la Ville du Havre le 29/05/2024
PI 190	Cours de la République angle rue Frédéric Mallet 75 mètres	180 m³/h à 1,8 bar	Conforme Contrôle par la Ville du Havre le 29/05/2024

Héloïse BUREL  
Conseillère en sécurité incendie  
et accessibilité



S/c Marie-Laure LEROUX  
Cheffe de service



